AUTORITÉ
DES MARCHÉS FINANCIERS

220C4669
FR0000120271-FS1220

29 octobre 2020

Déclaration de franchissement de seuil (article L. 233-7 du code de commerce)

TOTAL SE

(Euronext Paris)

Par courrier reçu le 28 octobre 2020, la société BlackRock, Inc. (55 East 52nd Street, New York, 10055, Etats-Unis), agissant pour le compte de clients et de fonds dont elle assure la gestion[1], a déclaré avoir franchi en hausse, le 27 octobre 2020, le seuil de 5% des droits de vote de la société TOTAL SE et détenir, pour le compte desdits clients et fonds, 141 871 396 actions TOTAL SE[2] représentant autant de droits de vote, soit 5,35% du capital et 5,05% des droits de vote de cette société[3].

Ce franchissement de seuil résulte d'une acquisition d'actions TOTAL SE hors marché et d'une augmentation du nombre d'actions TOTAL SE détenues à titre de collatéral.

_____

[1] Le gestionnaire d'investissement dispose du pouvoir discrétionnaire d'exercer les droits de vote attachés aux titres détenus, sauf demande expresse de clients de garder le contrôle sur les droits de vote.

[2] Dont (i) 21 777 ADR TOTAL SE, (ii) 394 103 actions TOTAL SE assimilées au titre des dispositions de l'article L. 233-9 I, 4° bis du code de commerce provenant d'autant de « *contracts for differences* » (« CFD ») (sur la base d'un delta de 1) sans échéance prévue, portant sur autant d'actions TOTAL SE, réglés exclusivement en espèce, (iii) 28 122 996 actions TOTAL SE assimilées au titre des dispositions de l'article L. 233-9 I, 6° du code de commerce du fait de la conclusion d'un contrat de prêt-emprunt de titres et (iv) 5 270 682 actions TOTAL SE détenues à titre de collatéral. Le déclarant a précisé détenir par ailleurs 17 262 579 actions TOTAL SE pour le compte de clients (non prises en compte dans la détention visée au 1er alinéa) pour lesquelles ceux-ci ont conservé l'exercice des droits de vote.

[3] Sur la base d'un capital composé de 2 653 124 025 actions représentant 2 807 336 284 droits de vote, en application du 2ème alinéa de l'article 223-11 du règlement général.